

● GAUCHE OU FRONT NATIONAL ?

Le résultat des élections européennes montre qu'une partie du peuple, et en particulier la plus en difficulté, n'a pas pris conscience des véritables objectifs du FN et pense que celui-ci pourrait apporter une solution à ses problèmes.

Le FN n'a jamais eu pour objectif d'aider le peuple, mais au contraire de le maintenir dans l'asservissement. Les Le Pen n'ont rien à faire des pauvres, des sans-emploi, de tous ceux qui ne peuvent plus se soigner, qui n'ont plus de toit et surtout plus d'espoir. Ils n'ont jamais défendu **les salariés en grève** pour le maintien de leur outil de travail, ni les retraités dans leurs revendications, bien au contraire. Leur programme est ultra-libéral et destructeur de toute protection sociale et de service public.

Il est indispensable d'analyser pourquoi et qui sont ces femmes et ces hommes qui donnent leurs suffrages au FN, sans connaître vraiment son programme. Pourquoi aussi, alors que, aux élections législatives de 1981, le FN ne réalisait que 0,18 % des suffrages exprimés, il réalisait 14,88 % aux présidentielles de 1988 et était présent au deuxième tour des présidentielles de 2002 ?

☛ *Il faut se souvenir que F. Mitterrand s'était engagé, lors du congrès de l'Internationale Socialiste de Vienne, en 1973, à faire en sorte de promouvoir le FN afin d'affaiblir au maximum le Parti Communiste, pour justifier la signature par le PS du programme commun de la gauche en 1972.*

Sur les 25 % de votants en faveur du FN, seuls quelques-uns sont des fachos purs et durs. Une partie des autres montre son rejet des partis politiques qui ont été aux affaires ces dernières décennies. Et pour d'autres encore, c'est un vote dit sécuritaire ou identitaire, lié au fait qu'il n'a pas été répondu clairement aux questions

d'insécurité, ou au sentiment d'insécurité ressenti dans les zones ou quartiers « sensibles », en raison de la présence de trafics.

Il nous faut expliquer clairement **notre opposition à la « préférence nationale »** prônée par le FN et basée sur des données chiffrées erronées ou manipulées. Il nous faut aussi **nous opposer à tous les extrémismes** religieux, de toutes confessions, aux dérives communautaires, en totale contradiction avec les valeurs de la République et la laïcité.

C'est en proposant des solutions adaptées que nous pourrions combattre le FN sur ses terres de prédilection et faire revenir à nous ces électeurs abusés par des discours que les faits contredisent.

Nous devons ouvrir un débat sincère et sans tabou pour apporter des explications claires à nos concitoyens et définir les moyens à mettre en œuvre pour répondre à leurs vraies préoccupations : le premier souci des Français, c'est le pouvoir d'achat, la réponse au chômage, à la désindustrialisation. Il nous faut faire connaître largement nos propositions, claires et argumentées, mais que les médias ne mentionnent pas, faisant semblant de croire qu'il n'y a pas d'alternative.

C'est seulement ainsi que nous pourrions réduire le FN à sa plus simple expression et retrouver un climat serein, dans la diversité des cultures qui composent notre pays et en font la richesse.

RÉDUIRE L'INFLUENCE DU FN, CELA PASSE DONC PAR UNE VRAIE POLITIQUE SOCIALE, UNE VRAIE POLITIQUE DE GAUCHE, POUR LAQUELLE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A ÉTÉ ÉLU, ET UNE JUSTE RÉPARTITION DES RICHESSES. IL NE TIENT QU'À NOUS DE L'IMPOSER, DANS LA RUE, AVEC LES ACTIFS, VITE !

Sommaire

- 1 . L'édito.
- 2 . L'action.
- 3 . L'information.
- 4 . L'orga, le Point. La vie des sections.

Le 3 juin,

plus de 20 000 « foulards rouges », retraités CGT, se sont retrouvés à Paris, avec des représentants d'autres organisations, venus de toute la France, en train, en voiture, en car, pour exprimer leurs revendications sur le pouvoir d'achat, l'accès aux services publics, la prise en charge de la perte d'autonomie, la revalorisation de toutes les retraites...

Des actifs, en particulier à l'appel de notre Fédération, étaient venus soutenir leurs anciens et les Michelin, les salariés de la raffinerie de Normandie,... ont été particulièrement remarqués. La manif' qui a suivi le pique-nique était joyeuse, colorée,



revendicative et vivante, prouvant, s'il en était besoin, que les salariés, actifs comme retraités, ne baisseront pas les bras devant les mauvais coups. Tous les participants ont apprécié l'excellente organisation, qui a montré que les retraités savent toujours faire !

Une nouvelle journée d'action a été décidée, peut-être le 30 septembre prochain. *il était bien entendu que le 3 juin ne serait qu'une étape et non un aboutissement. Dans l'immédiat, une lettre ouverte sera adressée au Premier ministre.*

Le 3 juin, les sites pétroliers, pétrochimiques et portuaires autour de l'étang de Berre, étaient dans l'action, à l'initiative de la CGT, pour exiger que l'Etat s'engage à s'assurer du redémarrage de la raffinerie LyondellBasell, actuellement sous cocon. Un arrêt définitif de la raffinerie, en effet, aurait un impact industriel et social majeur pour les régions PACA et Rhône-Alpes, concernant des dizaines de milliers d'emplois. Arrêts de travail, prises de paroles, ont touché tous les sites et il a été envisagé, par les grévistes, une **nationalisation, au moins transitoire**, de la raffinerie LyondellBasell.

Ils ont pris de l'altitude pour se faire entendre ! **Le 14 juin**, 40 salariés de Carbone Savoie Lannemezan sont montés sur le site de l'observatoire du Pic du Midi, vers 10 heures, avec banderoles et drapeaux. Ils ont prévenu la presse, la télé et les pouvoirs publics. Leur but ? Faire savoir que la fermeture du site de Lannemezan serait un gâchis industriel, économique et social. La CGT propose un moratoire de la décision de réorganisation et la poursuite de l'activité. Ils ont obtenu la tenue d'une table ronde, le 16 juin, au cours de laquelle ils ont démontré la légitimité et même la rentabilité économique et industrielle du moratoire. **La balle est maintenant dans le camp de l'Etat.**

Les cheminots dans l'action pour défendre le service public. Le gouvernement et la direction de la SNCF ont fait le choix de la désinformation : le projet de loi, le « pacte » signé par la CFDT et l'UNSA, éclate encore plus le service public ferroviaire et organise la dégradation des conditions sociales des cheminots, de la qualité et du volume des transports fret et voyageurs. Les fédérations CGT et Sud-Rail demandaient au contraire une réelle réunification du système ferroviaire de service public. Ils se battaient pour nous, ils ont été soutenus par des fédérations CGT, dont la FNIC, mais aussi par des voyageurs !

L'UFR-FNIC a adressé une lettre de soutien aux cheminots en grève, mais aussi aux intermittents du spectacle, dans l'action pour la défense de leurs droits et, au-delà, de la culture, de son accès à tous.

Le TAFTA, ou Comment le capital entend augmenter sa mainmise sur la planète et sur les peuples.

La dernière campagne européenne a contraint les médias à parler, bien timidement, de ce traité appelé TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) ou **TAFTA** (Transatlantic Free Trade Area), négocié entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, depuis juillet 2013. Pour l'Europe, les négociations sont menées par une poignée de fonctionnaires, qui, bien entendu, ne sont pas des élus : le Parlement Européen a donné mandat à la Commission Européenne pour négocier avec les USA, acceptant, de fait, la négociation dans l'opacité la plus complète. Ce projet n'est pas nouveau, puisque, depuis 1990, les Etats-Unis travaillent à créer un grand marché transatlantique qui regrouperait 29 pays (USA plus Union Européenne) représentant à lui seul 30 % du commerce mondial et 54 % du PIB mondial.

Les Etats-Unis ont expérimenté un tel traité avec l'ALENA, (zone de libre-échange Etats-Unis, Canada, Mexique), qui a déjà provoqué des destructions massives d'emplois.

Si le TAFTA était mis en place en Europe, il aurait des conséquences graves pour les populations : plus aucun

obstacle ne viendrait empêcher la libre circulation des marchandises : seraient éliminés les droits de douane, les normes sanitaires, techniques et environnementales, ainsi que toutes les réglementations qui gênent le capitalisme mondialisé.

C'est la guerre des actionnaires qui se joue ici, au travers de sociétés étroitement imbriquées (3 300 firmes européennes aux USA au travers de 24 000 filiales, ainsi que 14 400 firmes US en Europe au travers de 50 800 filiales). C'est un combat de classe. L'ensemble de cette vaste opération n'a pour seul objectif que d'amplifier la financiarisation des entreprises, dans l'intérêt des actionnaires, en brisant les règles édictées par les états : lois, conditions de travail, protection sociale... Pour eux, les Etats sont des freins... sauf lorsqu'ils sont pourvoyeurs d'aides et de subventions publiques.



Stopper cette machine de guerre du capital nécessite de prendre le problème à bras le corps, en unissant nos forces dans tous les pays concernés. Il nous appartient **de rendre public ce traité**, de le mettre en débat afin de le sortir des négociations cachées de Bruxelles.

Notre responsabilité est de faire comprendre ce qu'il contient afin qu'ensemble nous puissions le mettre en échec. Il n'y a pas une minute à perdre. Avec nos syndicats, faisons la clarté autour de nous sur cette affaire, il en va de l'avenir de notre société, construite sur les principes d'égalité, de solidarité et de fraternité

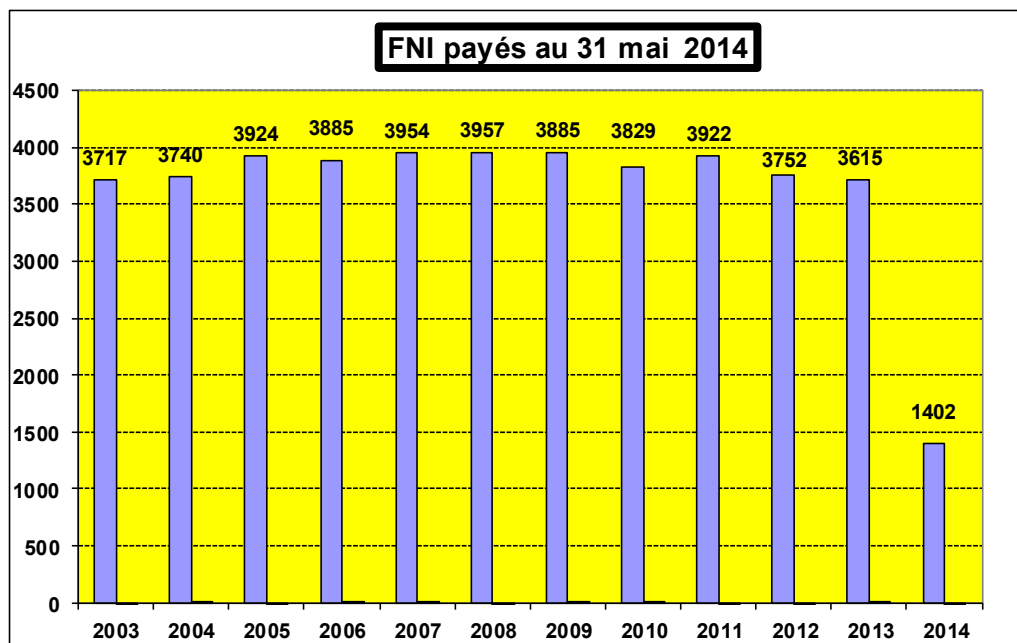
(à suivre)

Colloque sur les nationalisations, à l'initiative du Collectif d'Histoire Sociale, les 11 et 12 juin

: malgré les difficultés liées aux problèmes de transport, il a réuni une centaine de camarades, dont des délégations venues d'Algérie, du Maroc, du Congo-Brazzaville, du Sénégal et d'anciens administrateurs salariés d'entreprises nationalisées, qui ont fait part de leur expérience et de leur vécu. Des questions ont été posées, des pistes de réflexion dégagées, qui demanderont un suivi. Un compte rendu des travaux sera rapidement disponible.

L'Agenda

- **23 septembre**, AG des syndicats de la FNIC
- **24 septembre**, Conseil national de l'UFR FNIC
- **30 septembre (?)** action des retraités



Nous saluons, avec satisfaction, la création de nouvelles bases encore modestes, mais qui ne devrait que croître, puisque la présence d'une section de retraités dans un syndicat est la meilleure façon de permettre la continuité syndicale. Malgré cela, nos chiffres restent préoccupants, 2012 et 2013 marquant un recul de notre nombre d'adhérents, certains nouveaux retraités se retrouvant au sein de sections multipro, dont nous ne connaissons pas, ou peu, les effectifs par profession.

*Nous continuons le travail d'incitation auprès des actifs et en particulier des camarades proches du passage à la retraite, pour, d'une part qu'ils incluent dans les statuts des syndicats la possibilité de sections de retraités, d'autre part qu'ils organisent la continuité syndicale. Comme nous l'avons souvent exprimé ici même, c'est essentiel pour les syndicats, pour les retraités comme pour les actifs, et pour la CGT. **Plus que jamais nous avons besoin d'une CGT forte !***

La vie des sections

• Pour notre **section syndicale CGT des retraités de GP/BOREALIS, usine du Grand Quevilly (76)**, ce début d'année 2014 a été dévastateur, car de graves événements sont venus perturber le fonctionnement même de l'organisation structurelle.

En effet, nous avons perdu notre Trésorier, Lucien FOLATRE, décédé d'un cancer de l'amiante, qui assumait ses tâches avec beaucoup de méthode et de sérieux.

Puis le décès de notre Secrétaire Général, Christian PICARD, qui a été emporté rapidement par une terrible maladie. Il avait la responsabilité politique et revendicative de notre section, ainsi que la coordination avec nos instances de la CGT.

L'absence de ces deux camarades dans notre organisation a laissé un grand vide, très difficile à combler.

Bien sûr, pour la pérennité indispensable de notre section syndicale de retraités, nous avons dû rapidement

faire face et donc reconstituer un Bureau, avec des camarades prêts à assumer des responsabilités, tout en mettant en place une organisation structurée et efficace.

Nous avons adressé un courrier à l'ensemble de nos adhérents car, les connaissant très attachés à leur section syndicale CGT, nous devons les informer et les assurer de la continuité revendicative de notre section, pour la poursuite des luttes afin de défendre notre pouvoir d'achat, nos acquis sociaux, notre protection sociale, nos conditions de vie en général.

Nous avons également mis en place, en coordination avec le syndicat CGT des actifs, une liaison permettant aux syndiqués de poursuivre leurs actions revendicatives avec la section des retraités.

Nous sommes convaincus que la continuité syndicale dans la combativité est le bon chemin pour que demain nous puissions avoir des jours meilleurs et solidaires.